

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT QUATORZIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 18 juin 1987, à 10 heures

Président : M. S. ALFARARGI (Egypte)

Le PRESIDENT (traduit de l'arabe) : Je déclare ouverte la 414ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence doit examiner aujourd'hui le point 1 de son ordre du jour, intitulé "Interdiction des essais nucléaires", de même que le point 2 intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire". Cependant, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Est inscrit sur la liste des orateurs pour aujourd'hui le représentant de l'Indonésie. Je donne la parole à l'Ambassadeur Tarmidzi, représentant de l'Indonésie.

M. TARMIDZI (Indonésie) (traduit de l'anglais) : Ma délégation se félicite que les débats du premier mois de la session d'été de la Conférence soient dirigés par vous, Monsieur le Président, qui représentez un pays frère non aligné avec lequel l'Indonésie a toujours entretenu des rapports chaleureux et cordiaux. Je suis convaincu que, sous votre direction éclairée et grâce à votre longue expérience, nos travaux seront couronnés de succès. Pour ma part, je tiens à vous assurer que ma délégation vous accordera son appui et sa coopération pour l'accomplissement de votre tâche. Comme c'est la première fois que je prends la parole, je voudrais dire que ma délégation se félicite de la manière dont l'Ambassadeur Vejvoda de la Tchécoslovaquie a dirigé les débats en avril, et je tiens à remercier les représentants qui m'ont adressé d'aimables paroles d'accueil. Je puis les assurer que ma délégation continuera à oeuvrer et à offrir sa coopération en vue d'atteindre les objectifs de la Conférence du désarmement. Je voudrais aussi me joindre aux orateurs qui ont souhaité la bienvenue à l'Ambassadeur Max Friedersdorf, représentant des Etats-Unis d'Amérique avec lesquels l'Indonésie entretient des liens de coopération étroits et amicaux.

L'Assemblée générale tiendra l'an prochain sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, durant laquelle elle passera notamment en revue les progrès accomplis dans le domaine du désarmement durant les neuf années qui se sont écoulées depuis l'adoption du Document final de sa première session extraordinaire. Il n'est donc guère besoin d'insister sur l'importance cruciale de la session d'été de la Conférence du désarmement et de sa session de l'an prochain, étant donné que les travaux de la Conférence seront également examinés à la session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Il y a neuf ans, dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont déclaré leur engagement à un ensemble de buts et de principes conduisant à la réalisation de l'objectif ultime qui est le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. En même temps, nous avons formulé des recommandations sur le mécanisme international des négociations dans le domaine du désarmement. Nous sommes convenus que l'ancien mécanisme devait être remis en marche et nous avons reconnu, en nous en félicitant, que l'organe maintenant appelé Conférence du désarmement était la seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement. En outre, nous avons déclaré au paragraphe 121 que les négociations bilatérales et régionales sur le désarmement étaient également de nature à jouer un rôle important et pourraient faciliter la négociation d'accords multilatéraux dans le domaine du désarmement.

(M. Tarmidzi, Indonésie)

Compte tenu des objectifs et des principes que nous avons adoptés à cet égard en 1978, il est naturel que ma délégation aboutisse à la même conclusion à laquelle vous êtes arrivé, Monsieur le Président, dans votre dernière déclaration en qualité de chef de la délégation égyptienne, à savoir que les négociations bilatérales et multilatérales, voire régionales, ne se substituent pas les unes aux autres mais sont complémentaires et se soutiennent mutuellement. Les résultats obtenus dans les diverses instances formeront une mosaïque constituant le désarmement général et complet que nous recherchons. Les négociations d'une instance ne doivent donc pas être considérées comme entravant les travaux d'autres instances. En effet, tous les peuples du monde ont un intérêt vital à ce que les négociations sur le désarmement soient couronnées de succès. Par conséquent, tous les Etats ont non seulement le droit de participer aux négociations, mais aussi le devoir de contribuer aux efforts dans le domaine du désarmement.

Ma délégation est heureuse de noter à ce propos que d'importants efforts multilatéraux et régionaux ont donné des résultats fructueux et concrets. Je citerai comme exemples la Conférence d'examen des parties à la Convention sur les armes biologiques et la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité en Europe. Ma délégation se félicite particulièrement de l'entrée en vigueur du Traité de Rarotonga qui transforme le Pacifique Sud en zone dénucléarisée. Dans notre propre région, l'Indonésie et les autres pays de l'ASEAN ont lancé depuis un certain temps des mesures importantes en vue d'élaborer un traité afin que l'Asie du Sud-Est devienne une zone exempte d'armes nucléaires en tant qu'élément essentiel de la Zone de paix, de liberté et de neutralité (ZOPFAN). Ma délégation espère que tous les pays, en particulier les Etats dotés d'armes nucléaires, accepteront cette contribution. Je crois que ce n'est pas là trop demander étant donné qu'au paragraphe 33 du Document final dont j'ai déjà parlé, nous sommes convenus que la création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'accords ou d'arrangements librement convenus entre les Etats de la région intéressée et l'observation scrupuleuse de ces accords ou arrangements, ce qui assurerait que ces zones sont véritablement exemptes d'armes nucléaires, ainsi que le respect de ces zones par les Etats dotés d'armes nucléaires, constituent une importante mesure de désarmement.

Bien qu'elles n'aient pas abouti à un consensus final, les négociations de Reykjavik ont également apporté une contribution importante au processus de désarmement. Elles ont montré qu'il était en vérité possible de réduire profondément et d'éliminer ultérieurement les armes nucléaires. Nous sommes, comme les autres, encouragés par les initiatives actuellement prises par les deux parties en vue de donner une suite concrète à ce qui a été réalisé à Reykjavik.

Cependant, malgré ces résultats, il n'est aucunement certain que nous nous soyons rapprochés de l'objectif du désarmement général et complet. Il est à déplorer avant tout que la Conférence du désarmement, après neuf ans, n'ait pas encore rédigé un seul projet de traité. En conséquence, au seuil de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, ma délégation, mue par sa conscience, lance un appel à tous les Etats Membres pour qu'ils déploient tous les efforts nécessaires afin de prouver que notre Conférence peut se montrer à la hauteur de sa tâche et accomplir ce qu'attend d'elle la communauté internationale. Dans cet esprit,

(M. Tarmidzi, Indonésie)

et si la raison dicte qu'il est trop ambitieux d'aspirer dans des délais relativement courts à la mise au point d'accords sur tous les points de l'ordre du jour, il nous faut au moins nous efforcer absolument de terminer le projet de traité sur les armes chimiques que nous négocions depuis de nombreuses années. Il faut espérer que de nouveaux pas pourront être faits qui nous rapprocheront de projets de traité sur les autres questions à propos desquelles nous négocions également depuis bien des années.

Comme vous le savez, au début de la session de printemps, les négociations sur une convention interdisant les armes chimiques ont atteint un stade prometteur et ont donné naissance à un optimisme justifiable. Nous espérons qu'au cours de cette session d'été, le Comité abordera les autres questions importantes en suspens. Je voudrais ici féliciter l'Ambassadeur Ekéus et les coordonnateurs des trois groupes de travail pour leurs efforts assidus et méritoires qui ont permis au Comité d'obtenir des résultats remarquables. Ma délégation se félicite aussi de l'esprit constructif et de la souplesse dont ont fait preuve les délégations durant les négociations.

De l'avis de ma délégation, le point 7 de l'ordre du jour est une autre question à propos de laquelle la Conférence pourra obtenir des résultats concrets moyennant la volonté politique et la souplesse voulues. Depuis de nombreuses années, le débat est ouvert en ce qui concerne les questions entrant dans les voies A et B. Il est maintenant temps que le Comité spécial des armes radiologiques, se voyant épargner un débat de procédure, ait la possibilité d'examiner les problèmes au fond afin de produire un texte de négociation prouvant que la Conférence est capable d'enregistrer de nouveaux progrès.

Voici maintenant quatre ans que la Conférence a établi pour la dernière fois un organe subsidiaire consacré au premier point de son ordre du jour, l'interdiction des essais nucléaires. Le mandat confié à cet organe, selon ma délégation, consistait à entreprendre des travaux visant à rendre possibles des négociations sur un traité d'interdiction complète des essais. Ma délégation, comme bien d'autres, considère depuis longtemps que ce mandat a été rempli et que le moment est maintenant venu d'entamer immédiatement des négociations en vue d'élaborer un projet de traité. Il est donc affligeant de voir que l'absence de consensus sur la question d'un nouveau mandat a empêché pendant les trois dernières années la Conférence d'établir un comité en vue d'entamer sérieusement des travaux de fond.

Ces trois années ont clairement prouvé qu'on ne pouvait rien attendre en l'absence d'un comité spécial. Cette situation n'a bénéficié ni à la Conférence ni à la communauté internationale, et elle ne doit par conséquent pas se perpétuer. Cette réalité amère nous a placés devant l'alternative suivante : ou nous persistons dans cette voie et aucun résultat ne sera atteint, ou nous acceptons un mandat permettant à la Conférence d'établir un comité spécial ayant pour objectif d'engager des négociations multilatérales en vue d'un traité d'interdiction complète des essais. Je sais pertinemment que certains d'entre nous estiment qu'un tel mandat est insuffisant, mais il permettrait néanmoins à la Conférence d'entamer des travaux de fond et

(M. Tarmidzi, Indonésie)

d'arriver éventuellement à des résultats. Face à de telles circonstances, ma délégation est prête à choisir la dernière option étant donné qu'elle offre la possibilité de mettre fin à cette situation déplorable et qu'elle pourra, il faut l'espérer, nous rapprocher afin que nous engagions les négociations attendues.

Je ne doute pas un seul instant que nous tous ici réunis dans notre quête commune de la paix sommes pénétrés de notre noble mission finale. Comme l'a dit Einstein, "la paix ne saurait être maintenue par la force, elle ne peut être obtenue que par la compréhension".

Le PRESIDENT (traduit de l'arabe) : Je remercie son Excellence l'Ambassadeur Tarmidzi, chef de la délégation indonésienne, pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a eues à mon égard et à celui de mon prédécesseur, l'Ambassadeur Vejvoda. Je partage tout à fait ses sentiments chaleureux à l'égard des relations entre nos deux pays et je lui offre tous mes vœux de succès dans l'accomplissement de sa tâche.

Il n'y a pas d'autres orateurs inscrits sur la liste d'aujourd'hui et il semble que personne ne souhaite prendre la parole. Je vous demanderai, comme à l'accoutumée, d'adopter le calendrier des réunions que doivent tenir la semaine prochaine la Conférence et ses organes subsidiaires. Les présidents des organes subsidiaires ont été consultés pour l'établissement de ce calendrier, qui est fourni à titre indicatif et peut être modifié en cas de besoin. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Le coordonnateur du groupe des pays neutres non alignés m'a demandé d'annoncer que son groupe se réunira ici même immédiatement après la présente séance. Nos travaux de ce matin sont terminés. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement se tiendra le mardi 23 juin à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 20.